

Unité départementale de la Somme
53 rue de la Vallée
80000 Amiens

Amiens, le 13/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CABC (Morcourt)

42 RUE DE LA REPUBLIQUE
80110 Moreuil

Références : 2025-E20050
Code AIOT : 0005104649

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2025 dans l'établissement CABC (Morcourt) implanté parcelles cadastrées ZH 6 partiel 74, 75 Lieudit Bois Buriez, Pierre à Guet 80340 Morcourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CABC (Morcourt)
- parcelles cadastrées ZH 6 partiel 74, 75 Lieudit Bois Buriez, Pierre à Guet 80340 Morcourt
- Code AIOT : 0005104649
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La CABC est une filiale du groupe NORIAP installée à Moreuil dans la Somme.

Elle propose aux agriculteurs différents types de travaux et de services : l'épandage, le semis, la plantation, l'arrachage de betterave et de pommes de terre, l'écimage, le binage, le fauchage-andainage et le chargement par transbordeur.

La CABC exploite aussi 6 carrières de craie : Bussy-les-Poix, Vignacourt, Fresnes-Mazancourt, Morcourt, Senlis-le-sec, et Ainal.

Le site de Morcourt est réglementé par l'arrêté préfectoral du 28/08/2009.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Clôture et barrières	Arrêté Préfectoral du 25/08/2009, article 2.1.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Méthode d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 25/08/2009, article 2.2.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature	Arrêté Préfectoral du 25/08/2009, article 1.2.1	Sans objet
2	Renouvellement des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 25/08/2009, article 1.6.4	Sans objet
4	Accès à la voirie	Arrêté Préfectoral du 25/08/2009, article 2.1.6	Sans objet
5	Méthode d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 25/08/2009, article 2.2.3.2	Sans objet
7	Méthode d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 25/08/2009, article 2.2.3.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.

Cependant, il est demandé à l'exploitant de transmettre sous 1 mois :

- la consigne/procédure sur les méthodes d'exploitations
- la photographie du panneau d'interdiction de pénétrer sur le portail de l'entrée

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2009, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Liste des installations

Prescription contrôlée :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé
2510.1	A	Exploitation d'une carrière	2 830m ³ /an(3680 T)
2515.2	D	Installation mobile de concassage-criblage dont la puissance est supérieure à 40kW mais inférieure à 200 kW	175 kW

Constats :

La situation administrative du site reste inchangée. En 2024, le site a expédié 1111 tonnes de produits finis (GEREP).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Renouvellement des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2009, article 1.6.4

Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières

Prescription contrôlée :

Le renouvellement des garanties financières doit intervenir au moins trois mois avant la date d'échéance de l'acte de cautionnement.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, **au moins trois mois avant la date d'échéance**, un nouveau document dans les formes définies par l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1996 modifié.

Constats :

L'exploitant a transmis par mail du 27 février 2025, l'acte de cautionnement solidaire de 61 825€ du 31/12/2023 pour une durée de 5 ans.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Clôture et barrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2009, article 2.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture et barrières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute zone dangereuse (travaux préliminaires, extraction, remise en état, bassin, etc) doit être ceinturée par un dispositif formant un obstacle à la pénétration des personnes et des véhicules. Ce dispositif doit être suffisamment dissuasif pour ne pouvoir être franchi (barrière) qu'avec une intention délibérée de pénétrer sur le site. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation.</p> <p>Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation doivent être signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le chemin d'accès, d'autre part, aux abords du dispositif ceinturant la zone d'exploitation.</p> <p>Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit.</p> <p>Les retenues d'eau présentes sur le périmètre d'autorisation sont munies de panneaux signalant leur caractère potentiellement dangereux (risques de noyade).</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est clôturé sur les parties Nord, Ouest et Sud. Le reste du site est protégé par un merlon formant un obstacle à la pénétration des véhicules et protégeant les parties agricoles attenantes.</p> <p>Un portail fermé est présent et signal à l'aide d'une pancarte l'interdiction de pénétrer. De plus, l'exploitant indique avoir placé différents panneaux d'interdiction de pénétrer ceinturant la zone d'exploitation.</p> <p>Cependant, le panneau sur le portail est en mauvais état. L'exploitant s'est engagé à le remplacer. Le site ne possède pas de retenue d'eau.</p> <p>Pour information, le site est en activité pendant 3 à 4 semaines par an :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2 semaines pour l'extraction et le broyage/criblage en Mai-Juin • 1 à 2 semaines pour l'enlèvement du produit finis en Août-Septembre.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra la photographie de la nouvelle pancarte interdisant l'accès au site sur le portail d'entrée sous 1 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Accès à la voirie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2009, article 2.1.6
--

Thème(s) : Risques accidentels, Accès à la voirie
Prescription contrôlée : Le débouché des voies de desserte de la carrière sur la voirie publique doit être signalé et ne pas créer de risque pour la sécurité publique. Il doit être convenablement empierré ou stabilisé sur une largeur suffisante pour éviter la détérioration de la voie empruntée. Ces travaux ne doivent pas gêner l'écoulement des eaux et ne pas modifier les profils en long et en travers de la chaussée et de l'accotement. Les aménagements des accès à la voirie publique se font en accord entre les services compétents et l'exploitant. Ce dernier prend en charge les travaux nécessaires. L'exploitant prend toute disposition pour limiter l'épandage de boues ou de matériaux sur la voirie publique.
Constats : L'entrée/sortie du site est correctement empierré et stabilisé. Il n'a pas été constaté d'épandage de boues sur les abords du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Méthode d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2009, article 2.2.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Epaisseur d'extraction
Prescription contrôlée : L'extraction de craie concerne les horizons géologiques du Crétacé supérieur sur une épaisseur maximale de 18 m.[...]
Constats : La hauteur global du site est réalisé sur une hauteur d'environ 12-14 m. La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Méthode d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2009, article 2.2.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Méthode d'exploitation
Prescription contrôlée : Le principe d'exploitation repose sur une extraction à ciel ouvert avec remise en état des surfaces exploitées de façon coordonnée à l'avancement. Les matériaux extraits lors du décapage sont réutilisés pour la remise en état des terrains exploités précédemment, une partie peut être stockée provisoirement sous forme de merlons en bordure de zone exploitable.

<p>L'extraction des matériaux est réalisée à l'aide de pelles mécaniques.</p> <p>Compte tenu de la profondeur de l'extraction, le front de taille peut comprendre au maximum 3 paliers de 6 m de hauteur maximum chacun, inclinés selon une pente maximale de 45 degrés, et séparés par des banquettes d'une largeur minimale de 10 mètres.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La remise en état sera réalisé à la fin de l'exploitation. En effet, le site est en fonctionnement (extraction) environ 2 semaines par an.</p> <p>Les matériaux extraits lors du décapage sont stockée provisoirement sous forme de merlons en bordure de zone exploitable.</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté que la majorité des fronts de taille était réalisée sur 2 paliers de 6 m de haut environ chacun, inclinés d'une pente d'environ 45 degrés, et séparés par des banquettes d'une largeur d'environ 10 mètres. Cependant, il a été constaté que certaines zones avaient des banquettes inférieures à 10m et des fronts de tailles de 7-8 m de haut.</p> <p>Étant donné le rythme d'exploitation, il est demandé à l'exploitant de réaliser une consigne/procédure sur les méthodes d'exploitations à son personnel afin de respecter celle-ci sur l'ensemble du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La consigne/procédure sera transmise à l'inspection des installations classées sous 1 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : Méthode d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2009, article 2.2.3.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des matériaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le stockage des matériaux et des stériles se fait conformément aux emplacements prévus dans le dossier.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le stockage des produits finis est réalisé sur le carreau du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>